Tribunaux et cours

À première vue, il semble évident qu'un juge militaire de par son expérience, semble plus habilité à juger une cause impliquant un militaire mais je crois qu'il en est rien. Je crois que les juges civils, ont une connaissance suffisamment approfondie pour présider ces cas. Il faut comprendre que chaque cas est unique et que l'expérience des juges civils, qui président statistiquement plus de cas que les juges militaires, pourraient jouer en leur faveur. Le fait d'assigner des juges civils à nos cours martiales, amèneraient une certaine transparence aux yeux du public. Dans les cas plus "militarisés" tel qu'un militaire qui manque à son devoir en temps de conflit armé, il n'y a rien qui empêche le juge civil de demander un "expert en la matière" de l'assister et cette personne pourrait être désignée par le Juge-Avocat Général. A la question: "Doit-on demander aux cours martiales de se déployer?", je crois que non. Je crois, pour l'avoir vécu en mission, qu'il est préférable pour le mis en cause et aussi le reste du personnel participant au déploiement, que le processus de cour martiale soit fait au Canada, suivant le rapatriement du mis en cause. Je comprends que tous les mises en cause sont innocents jusqu'à preuve du contraire mais je crois qu'advenant le cas où un membre doit être jugé pour un incident, cela pourrait devenir une distraction et un danger pour les opérations et ses collègues.

Service des poursuites

Est-ce que le Directeur des Poursuites Militaires (DPM) doit être absolument militaire? Non et encore une fois au risque de me répéter, le fait que le DPM soit civil pourrait apporter une transparence complète aux yeux du public et de la population militaire. En exemple, si nous regardons les derniers cas publicisés de militaires de haut grade qui ont été jugés, nous pouvons nous percevoir que les punitions semblent avoir été "légère" par rapport au citoyen/militaire moyen. Nous pouvons aussi faire l'analyse de ce qui se passe dans les autres organisations du MDN, tel que la Direction Générale - Autorité des griefs des Forces canadiennes. Cet organisme est un exemple parfaitement représentatif du fait que du personnel civil qualifié peut travailler dans un environnement militaire et y comprendre tous les enjeux. Il n'y a rien qui empêche nos avocats militaires de faire de même et aider le DPM Civil à comprendre et appliquer les règles et politiques en vigueur. Ce que nous gagnerions dans tout ça ; de la transparence.

Services d'avocats de la Défense

*L'idée d'avoir un service d'avocats de la défense à l'intérieur du MDN est excellent. Les réalités et compréhensions opérationnelles et militaires ne sont pas données à tous les avocats civils et les militaires mise en cause ont besoin d'être rassurés, que ce soit par des consultations périodiques ou par une défense complète. **Par contre; pourquoi les militaires accusés en cour martiale ne s'acquittent pas des frais reliés à leur défense ?***

Le DPM s'assure dans tous les dossiers envoyés pour son analyse, que les accusations représentent un certain risque de culpabilité dans le sens que les chances de condamnations des militaires délinquants est très élevé. Je fais cette analyse sans statistique, ce n'est que mon interprétation. Ce faisant, je trouve quand même difficile l'explication que les militaires accusés en cour martial aient le droit à une défense pleine et entière aux frais des contribuables. Bien que nous ne voulions pas que nos militaires paient une fortune en frais d'avocat, je crois qu'un système comparable à l'Aide-Juridique devrait être mis en place afin que ces mêmes militaires assument une partie de leur défense.

Infractions jugées sous le régime du droit militaire;

Je crois que la justice militaire a sa place dans tout type d'infraction, qu'elle soit de nature militaire (insubordination, désertion, etc.) ou civil (voies de faits, vols, etc.). La justice civile est malheureusement débordée et peine à venir à bout de toutes les accusations qui lui sont soumis. Comme vous le savez, la justice militaire doit être juste et expéditive afin que les membres de la troupe puissent comprendre l'importance d'avoir un comportement adéquat et de respecter l'autorité. Ce principe est appliqué surtout en garnison dans un but d'éducation afin qu'en opérations et\ou déploiement la CdeC puisse démontrer son sérieux.

Dispositions législatives régissant les punitions, les sanctions et les peines;

Dans un souci d'équité avec la population civile, les punitions militaires devraient être les mêmes que celle dont on retrouve dans les tribunaux civils. Bien sûr que les peines militaires énumérées dans le site web sont en partie strictement réservés aux militaires mais je crois que ceci n'est pas juste et équitable. Pourquoi un officier des FAC pourrait être "destitué ignominieusement de Sa Majesté" alors qu'un haut fonctionnaire fédéral ne le serait pas puisque ce genre de peine ne s'applique pas à lui. **Est-ce que l'impact sur la population canadienne est plus grand si un officier fait quelque chose de répréhensible ou bien le haut fonctionnaire ?** Malheureusement, notre système de peine ne donne pas la flexibilité des années 2000 à la chaîne de commandement. La justice civile permet aux juges d'imposer des peines d'emprisonnement de fin de semaine alors que les FAC non. Pourtant, avec l'adoption du bill C-15, nous en aurions le droit. Ce faisant, les opérations ne seraient pas perturbées et nous serions en mesure de punir les délinquants de façon adéquate.

Droit de la preuve

Je préfère ne pas me prononcer, je ne connais pas assez le sujet.

Droits, motifs et mécanismes d'appel

Je peux sembler me répéter un peu mais je crois que l'expertise militaire est nécessaire dans toutes les étapes du droit militaire. Je crois, comme mentionné ci-haut que les militaires délinquants peuvent et doivent être jugés par un juge civil mais encore, une expertise militaire peut être demandée et nécessaire afin d'éclaircir les questions d'ordre opérationnelle. Comme le système d'appel est basé sur la décision d'un groupe de juge, on devrait en désigner un militaire dans le groupe afin d'éviter que les avocats de la défense base leur plaidoyer sur le fait que les juges n'ont aucune connaissance des réalités du système militaire. Nous aurions un genre d'équité procédurale en ayant au moins un juge militaire (et peut-être plus).

Les groupes particuliers et le système de justice militaire.

Je crois que les cours martiales ne devraient pas avoir de disposition spéciale pour les groupes particuliers tel que les enfants ou tout autre groupe. Ces cas très spécifiques devraient être traités en cour de justice civil surtout lors de particularité tel que les enfants (cadets), violence conjugale (femmes), etc.